a beaucoup d'ouvrage à cause de la multiplicité des bureaux de votation, tandis qu'à la campagne, il est obligé de voyager beaucoup et d'être longtemps absent de sa maison et de ses occupations ordinaires. Avec le mode qui est en ce moment proposé, nous rendons justice à l'officier-rapporteur des villes en lui donnant un salaire proportionné au nombre de bureaux de votation de son comté, et en accordant aussi davantage, sous forme d'allocation de voyage, aux officiers-rapporteurs de la campagne, nous leur rendons également justice. Si nous accordions la même somme à tous les officiers-rapporteurs, ils ne seraient pas payés en proportion du travail qu'ils sont obligés de faire.

M. CASEY : Je n'ai pas fait d'objection à la somme allouée pour chaque bureau de votation.

Sir JOHN THOMPSON : Quant à la somme allouée pour voyages, c'est l'opinion de ceux qui sont meilleurs juges en cette matière que 12½ par mille est une allocation plus raisonnable que 10 centins. J'admets que les prix ont besoin de quelque changement et avec la permission du comité je lui donnerai la forme suivantes :

Pour voyage du sous-officier-rapporteur, en allant au bureau de votation et en s'en revenant, et aussi pour aller porter la boîte du scrutin à l'officier-rapporteur, pour chaque mille, 12½ centins.

Nous allouons la même chose à l'officier-rapporteur, s'il est obligé d'aller chercher les boîtes, car nous ne voulons pas obliger dans tous les cas le sous-officier-rapporteur à lui apporter lui-même sa boîte. Nous lui imposons ce devoir, mais nous n'en dispensons pas l'officier-rapporteur, car il peut être obligé d'y aller par un accident ou par l'excentricité du sous-officier-rapporteur. Alors, il n'est que raisonnable qu'on lui accorde la même chose pour son voyage.

M. CASEY : Je crois que ces explications font disparaître en réalité l'objection.

M. INGRAM : J'aimerais appeler l'attention du ministre de la justice sur une chose dont j'ai déjà parlé à la chambre. Dans nos villes, on met un bureau de votation pour cinquante, soixante, ou soixante-dix électeurs et je crois qu'il serait de l'intérêt de tout le monde de diminuer le nombre des bureaux de votation dans les villes. Cela coûte trop d'argent au pays.

Sir JOHN THOMPSON : J'étais sous l'impression que le changement que demande l'honorable député avait déjà été fait par un amendement à la loi du cens électoral lequel dit qu'il n'est pas nécessaire de donner plus d'un bureau de votation pour 300 électeurs.

M. INGRAM : Je me plains de ce que, par exemple, dans un quartier où il y a de 200 à 500 électeurs, on mette quelquefois deux bureaux de votation.

Quelquefois, on fait l'élection d'un maire, d'un échevin, ou d'un commissaire d'école, et on a aucun embarras à ne mettre qu'avec un seul bureau de votation dans un quartier qui compte 500 à 700 électeurs ; il me semble donc que dans les élections fédérales, il ne faut pas plus de deux bureaux de votation pour un quartier comme celui-là ; car, en général, il n'y a que deux candidats. Si on y met deux bureaux de votation au lieu de quatre, le pays économisera de l'argent et cela sera bien plus commode pour les candidats et tous les intéressés.

M. CHOQUETTE : Il y a un autre point sur lequel j'aimerais appeler l'attention du ministre de la justice. D'après la loi actuelle, le sous-officier-rapporteur et son greffier ne peuvent se faire payer que pour une route de vingt milles. Il y a dans mon comté un bureau de votation qui est à 50 milles, ce qui fait 100 milles aller et retour. L'officier-rapporteur a envoyé son compte, mais on a refusé de lui payer plus que 20 milles, et il a été obligé de payer la balance de sa poche.

Sir JOHN THOMPSON : Quel est le numéro de ce bureau ?

M. CHOQUETTE : Numéro vingt-six.

Sir JOHN THOMPSON : Nous avons l'intention d'abolir cette limite.

M. CHOQUETTE : Et il y a maintenant les anciennes limites.

Sir JOHN THOMPSON : Oui.

M. McMULLEN : A propos des remarques de l'honorable député d'Elgin-est (M. Ingram), je crois qu'il est très important de ne pas changer les quartiers municipaux tels qu'établis pour les élections municipales, même s'il y a des quartiers qui ne comptent pas plus de soixante ou soixante-dix électeurs. Dans une localité de mon canton, on a créé en 1886 un bureau de votation qui a donné lieu à beaucoup de confusion. Le juge a cru devoir diviser le canton en six bureaux de votation au lieu de cinq et il en est résulté une grande confusion et de grands embarras. Les électeurs se rendaient à un bureau, et ne trouvant pas leurs noms sur la liste de ce bureau, ils se rendaient à un autre ; n'y trouvant pas encore leurs noms, ils s'en retournaient chez eux de dégoût.

M. INGRAM : Je n'ai voulu parler que des villes.

Sir JOHN THOMPSON : Je propose que l'article 13 soit amendé en substituant deux copies à une copie de la liste des électeurs.

Amendements adoptés.

M. O'BRIEN : J'aimerais demander au ministre de la justice s'il a étudié le point que j'ai signalé au secrétaire d'Etat, quand nous avons discuté ce bill il y a quelque temps ; s'il a étudié la suggestion d'accorder à l'officier-rapporteur la discrétion et le pouvoir d'établir plus d'un bureau de votation dans le même arrondissement de votation.

Quelquefois, dans les régions très peu habitées, dans le comté d'Algoma, l'officier reviseur, afin de ne pas multiplier le nombre des listes, fait des arrondissements trop grands. Il arrive très souvent qu'il y a dans ces arrondissements des établissements pour lesquels il n'y a aucune voie de communication avec le bureau de votation, de sorte qu'il est impossible pour les électeurs d'aller voter sans faire de grands sacrifices. Il n'est guère possible d'accorder un bureau de votation à chaque établissement, mais si l'officier-rapporteur avait le pouvoir d'établir plus d'un bureau dans le même arrondissement, je crois que cela serait très utile pour le district dont je viens de parler. Dans plusieurs comtés, le gouvernement d'Ontario a mis plus de bureaux de votation et cela a eu pour résultat de permettre aux électeurs d'aller voter avec plus de facilité, sans être obligés de perdre autant de temps, sans être exposés à autant de confusion. La seule objection à ce que je propose, serait le danger que certains électeurs ne votassent deux fois. En effet, le sous-officier-rapporteur d'un